Délégation de service public de mise à disposition du réseau départemental de communications électroniques de Seine-et-Marne

Avenant n°6

Entre les soussignés :

Le Département de la SEINE-ET-MARNE, sis en son hôtel de Département, 45, rue du Général de Gaulle, 77000 MELUN, représenté par son Président Monsieur Vincent ÉBLÉ en exercice, dûment habilité à la signature des présentes par délibération du Conseil général en date du 27 janvier 2012,

Ci-après désigné « le Département »

De première part,

Et

La société SEM@FOR 77, société par actions simplifiées au capital de 5 000 000€, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 492 990 262, dont le siège social est sis 30 avenue Edouard Belin 92500 RUEIL MALMAISON,
Représentée par son Président, la Société COVAGE SERVICES, elle-même représentée aux présentes par Monsieur Jean-Michel SOULIER,

Ci-après désigné « le Délégué »

De seconde part.

Le Département et le Délégué sont ci-après individuellement ou collectivement dénommés la ou les « Partie(s) ».

Il est préalablement exposé ce qui suit.

Dans le cadre des dispositions de l'article L. 1425-1, I, 1er alinéa, et des articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, le Département de Seine et Marne a confié aux membres d'un Groupement d'entreprises auxquels s'est substitué SEM@FOR 77 une convention de délégation de service public portant sur la conception, la réalisation et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques (ci-après « la Convention de concession »).

La Convention de concession est entrée en vigueur le 10 novembre 2006.

Elle a fait l'objet d'un avenant n°1, entré en vigueur le 1^{er} octobre 2007, relatif notamment aux conditions de mise à disposition de terminaux clients (CPE) WiMax auprès des Usagers de la délégation de service public.

La Convention de concession a ensuite fait l'objet d'un avenant n°2, entré en vigueur le 10 mars 2008, ayant pour objet de :

- Modifier ou compléter la consistance des ouvrages mis à disposition du Délégitaire par le Département de Seine et Marne, afin de tenir compte de :
  - La modification du Lot 3 du Réseau départemental de communications électroniques à moyen Débit résultant des difficultés rencontrées par le Département dans son déploiement ;
  - L'acquisition envisagée par le Département du réseau de communications électroniques du Syndicat mixte de Sénart Val de Seine (SYMSEVAS), en vue de sa mise à disposition du Délégitaire dans le cadre de la Convention de concession, pour les tronçons de ce réseau implanté sur le territoire de la Seine et Marne;
- Modifier les conditions de réalisation du Réseau départemental de communications électroniques à haut débit afin de tenir compte :
  - Des modifications de l'ingénierie du Réseau départemental de communications électroniques à haut débit proposées par le Délégitaire, pour satisfaire au mieux les demandes des Usagers ;
  - Des décalages du calendrier de réalisation résultant notamment de ces modifications ;
- Modifier les clauses relatives à l'identification du Délégitaire et aux garanties apportées par les actionnaires du Délégitaire, à la suite des cessions d'actions intervenues et de permettre l'entrée au capital de SEM@FOR 77 de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Modifier les conditions de commercialisation des Services pouvant être offerts à partir du Réseau départemental de communications électroniques, en particulier la Grille Tarifaire et les modèles de Contrats de service, et créer de nouveaux Services, pour répondre au mieux aux besoins des Usagers ;
- Préciser les modalités selon lesquelles le Délégitaire peut exercer une activité annexe à la gestion du service public qui lui a été délégué par le Département.

La Convention de concession a fait l'objet d'un avenant n°3, entré en vigueur le 30 juin 2009, ayant pour objet de :

- Préciser les modalités de libération de la subvention d'équipement accordée par le Département au Délégitaire s'agissant de la prise en charges des équipements destinés à être installés chez les Utilisateurs finals, et rendre éligibles à ce financement les raccordements d'Utilisateurs finals par le biais des solutions WiFi et CPL ;

- Préciser les modalités de livraison du synoptique et de la géodatabase du Réseau départemental de communications électroniques ;
- Compléter la Convention de concession par l'ajout d'indicateurs de qualité des Services et de suivi des difficultés techniques rencontrées par le Délégué pour les fournir aux Usagers ;
- Préciser les conditions de réalisation d'Extensions du Réseau départemental de communications électroniques comprenant la desserte et le raccordement en fibre optique de nouveaux sites publics et zones d'activités par le Réseau départemental de communications électroniques et fixer les modalités de versement de la subvention d'équipement correspondante que le Département accepte d'accorder au Délégué ;
- Modifier les conditions de commercialisation des Services fournis par le Délégué, notamment en créant un Service d'adduction permettant au Délégué de construire des liens optiques sur les parcelles privées et d'ajuster la Grille Tarifaire et les modèles de Contrats de services aux dernières évolutions du marché, pour notamment favoriser la compétitivité des Services reposant sur une connectivité optique de bout en bout face aux solutions de type xDSL et adapter les tarifs et conditions de fournitures des Services d'Accès WiMax, WiFi et CPL ;

La Convention de concession a fait l'objet d'un avenant n°4 conclu le 29 septembre 2010, afin de :

- Modifier l'article 1.8.3.2 e) de la Convention de concession relative à la mise en œuvre des pénalités applicables au Délégué dans le cadre de ses obligations de couverture, sans préjudice des procédures en cours au moment de la signature du présent avenant;
- Modifier l'article 1.8.3.2 a) de la Convention de concession relative aux pénalités applicables au Délégué en cas de remise tardive de la documentation contractuelle
- Compléter l'article 4.4 de l'annexe II de la Convention de concession concernant le satellite, technologie d'accès disponible et pouvant répondre à l'obligation de couverture du territoire pour les « services de niveau 1 », au bénéfice des particuliers pour lesquels les demandes ne peuvent être satisfaites par les technologies de type NRA ZO, WIMAX, WiFi, CPL; telles que déployées à ce jour ;
- Modifier les conditions de commercialisation des Services d'adduction pouvant être offerts, à partir du Réseau départemental de communications électroniques, en particulier la Grille tarifaire et créer un nouveau Service NRA ZO pour répondre aux besoins des Usagers ;
- Modifier le planning et le programme des Extensions tels que prévus par l'avenant n°3 de la Convention de concession ainsi que les modalités de versement de la subvention d'équipement correspondante.

La Convention de concession a fait l'objet d'un avenant n°5 conclu le 10 mai 2011, afin de :

- Confier au Délégué la conception, la réalisation et l'exploitation d'une infrastructure physique à très haut débit, conforme aux exigences du cahier des

charges de l'appel à projets-pilotes (**Annexe X du contrat de concession**) et du dossier de candidature présenté dans le cadre de l'appel à projets-pilotes, en vue de son expérimentation,

- Fixer les conditions techniques, financières et administratives dans lesquelles le Délégué concevra, réalisera et exploitera ladite infrastructure physique,
- Dans le cadre d'Investissements nouveaux, autoriser le Délégué à utiliser, de manière limitée et non exclusive, une nouvelle technologie permettant des Services à très haut débit, à savoir la technologie FTTH.

A ce jour, le Département et le Délégué ont souhaité conclure un nouvel avenant, dont l'objet est de :

- Préciser au Délégué les modalités d'exploitation du réseau départemental de communications électroniques expérimental FTTH, et de déterminer le complément de subvention pour le déploiement de ce réseau suite à un nombre de prises supplémentaires à desservir.
- Préciser les conditions de réalisation de Raccordements et d'Extensions du Réseau départemental de communications électroniques concernant de nouveaux sites publics, des zones d'activités (dont desserte interne) et des sites opérateurs, et fixer les modalités de versement de la subvention d'équipement correspondante que le Département accepte d'accorder au Délégué
- Modifier les conditions de commercialisation des Services d'adduction pouvant être offerts à partir du Réseau départemental de communications électroniques, en particulier la Grille tarifaire NRA ZO et créer un nouveau contrat de Service PRM MED et la grille tarifaire pour la desserte du réseau FTTH expérimental pour répondre aux besoins des Usagers ;
- Préparer les dossiers pour les labellisations ZATHD pour les zones répertoriées dans l'article 2 du présent avenant et ouvrir ces zones à l'offre THD Zone

Ceci exposé, les Parties sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 : Modifications de l'article 1-4-4-2 « Mise en œuvre d'une expérimentation relative à un projet-pilote » de la convention de concession.

Article 1.1 - Modifications de l'alinéa 11 de l'article 1-4-4-2 de la convention de concession.

A l'alinéa 11 de l'article 1-4-4-2 de la convention de concession, le paragraphe suivant :

« Toutefois si l'Utilisateur final n'a pas souscrit, avant sa demande de raccordement, de contrat auprès d'un opérateur Usager, au sens de la présente Convention, le Délégué se verra attribuer le montant de 50 € dû par ce dernier par le compte des dotations imprévues figurant à l'annexe X-2 de la présente Convention. Le montant total des versements réalisés à ce titre ne peut cependant dépasser le montant total figurant au compte de dotation actualisé. Une fois que l'Utilisateur final a conclu un contrat avec un opérateur Usager, le Délégué reverse au compte de dotation le montant de 50 € perçu initialement »

Est remplacé par :

Une avance de 50€ par raccordement à la charge des Fournisseurs d'Accès Internet sera versée au délégué, pour 955 raccordements à la signature du présent avenant, soit un montant de 47.750 Euros. Ce montant de 50 euros par raccordement sera reversé par le Délégué au Département au fur et à mesure de la souscription d'offres FTTH par les particuliers auprès des FAI. Ce reversement aura lieu 2 fois par an : au 30 juin et au 31 décembre de chaque année. »

Article 1.2 - Complément de l'article 1-4-4-2 de la convention de concession

L'article 1.4.4.2 de la de la convention de concession est modifié comme suit :

Le 7ième tiret de l'aliéna 11 de l'article 1.4.4.2 de la de la convention de concession :

« L'exploitation du Réseau départemental de communications électroniques expérimental FTTH par le Délégué prendra fin lorsque le Département aura défini le deuxième volet de sa politique d'aménagement numérique. Le Département préviendra le Délégué de la date de fin d'exploitation et, le cas échéant, de l'identité de l'opérateur en charge de l'exploitation par courrier recommandé avec accusé de réception, en respectant un délai de préavis de six mois ; »

Est annulé et remplacé par :

« Les deux parties conviennent que l'exploitation du réseau départemental de communications électroniques expérimental FTTH sera confiée à Sem@for77 à compter de l'entrée en vigueur du présent avenant pour la durée restante de la DSP ».

Sem@for77 rémunèrera ses frais d'exploitation en percevant des recettes d'exploitation liées à la commercialisation, conformément à la grille tarifaire définie à l'annexe II du présent avenant. Les recettes d'exploitation du réseau départemental de communications électroniques expérimental FTTH sont les recettes tirées de la location de lignes, et de la maintenance des services ou des lignes.

Outre les recettes d'exploitation, Sem@for77 perçoit, sans reversement au Département, les recettes d'hébergement, de location de fourreaux, de location mensuelle à la ligne, de bande passante ainsi que les frais d'accès au service.

Les recettes de commercialisation de type IRU (hors recettes d'exploitation), sont reversées annuellement au Département, déduction faite :

- *d'éventuels frais de gestion dûment justifiés ;*
- *de la somme de neuf mille six cents euros (9 600 €) pour compenser les échecs de raccordement constatés (environ 25%), lors de la réalisation des travaux de raccordements des abonnés en domaine privatif.*

Les recettes de commercialisation seront versées tous les ans le 1er juin à compter du 1er juin 2012.

Suite à l'évolution du périmètre de l'expérimentation, notamment au nombre accru de raccordements à réaliser, le montant du soutien subventionnel versé au délégataire est complété à hauteur de 245 491,45 € en plus du versement de l'intégralité de l'avance pour les Fournisseurs d'Accès Internet de 47 750 Euros. Ce soutien subventionnel sera versé à la signature du présent avenant.

Ce soutien subventionnel est réparti comme suit :

- *40 845,49 € à la charge du Département ;*
- *204 645,96 € à la charge de l'Etat et de la Commune de Chevry- Cossigny. Cette partie de la subvention sera versée par le Département. »*

ARTICLE 2 : Création d'un article 1.6.2.5 dans la convention de concession

Il est créé dans la Convention de concession un article 1.6.2.5 intitulé : Ouvrages complémentaires constitutifs du Réseau départemental de communications électroniques. Le contenu de cet article est le suivant :

« Article 1.6.2.5.1 : Financement d'ouvrages complémentaires constitutifs du Réseau départemental de communications électroniques par le Département.

En complément de la subvention d'équipement prévue dans la convention initiale ainsi que ces avenants 1 à 5, le Département s'engage à verser au Délégué une subvention d'équipement complémentaire d'un montant de 1 689 512 € (un million six cent quatre vingt neuf mille cinq cent douze euros), afin de contribuer à l'investissement supporté par le Délégué pour la réalisation des Extensions et Raccordements et fibrages listés à l'article 1.6.2.5.2 de la Convention de concession.

Le Département s'engage à verser au Délégitataire la subvention d'équipement afférente selon l'échéancier suivant :

- 25% à la date d'entrée en vigueur du présent avenant,
- 25% à la mise en service de 50% de l'ensemble des Extensions, des raccordements et fibrages ;
- 25% à la mise en service de 70% de l'ensemble des Extensions, des Raccordements et fibrages;
- 20% à la mise en service de 95% de l'ensemble des Extensions, Raccordements et fibrages ;
- 5% à la constatation de la mise en service du dernier Raccordement ou Extension susvisé (hors adduction fibre du collège de Forges et/ou du relais hertzien WiMax de Soisy-Bouy) et/ou fibrages.

La notion de mise en service correspond à celle indiquée à l'article 6 de l'Annexe III de la Convention de concession.

Le montant total des investissements programmés est de 3 541 147 €.

Article 1.6.2.5.2 : Détails des ouvrages complémentaires construits par le Délégitataire

Les Parties conviennent que le Délégitataire prendra en charge les infrastructures passives réalisées par le Département sous sa maîtrise d'ouvrage et réalisera les Extensions, Raccordements et fibrages suivants :

a) Raccordements et Extensions (y compris adduction interne de l'établissement) destinés à desservir les 16 sites publics suivants :

- *CFA agricole et horticole de seine et marne à Brie-Comte-Robert*
- *Lycée Sonia Delaunay à Cesson*
- *Lycée agricole de Chailly-en-Brie*
- *Lycée Louis Lumière à Chelles*
- *Lycée Gaston Bachelard à Chelles*
- *Lycée Le Champ de Claye à Claye-Souilly*
- *CFA Hotellerie Restauration Alexis Tingaud à Congis-sur-Thérouanne*
- *Lycée Juliot Curie à Dammarie-les-Lys*
- *Lycée François 1^{er} à Fontainebleau*
- *Lycée Van Dongen à Lagny-sur-Marne*
- *CFA de la Chambre des Métiers à Meaux*
- *Lycée Pierre de Coubertin à Meaux*
- *Lycée la Tour des Dames à Rozay-en-Brie*
- *CFA Compagnonnique d'Apprentissage ECAP IDF à St-Thibault-les-Vignes*
- *CFA de la Maison Familiale du Moulin de la Planche à Souppes-sur-Loing*
- *Lycée Arche Guédon à Torcy*

b) Raccordements (y compris adduction interne de l'établissement) et Extensions destinés à desservir les 16 SDIS suivants :

- *Gurcy-le-Chatel, Dammartin-en-Goële, La-Ferté-sous-Jouarre, Mitry-Mory, Château-Landon, Egreville, Ferrières-en-Brie, Fontenay-Trésigny, La-Grande-Paroisse, Guignes, La-Ferté--Gaucher, Thomery, Trilport, Vaires-sur-Marne, Villeparisis, le groupement Sud d'Avon*
- c) *Fibrage des infrastructures passives réalisées par le Département sous sa maîtrise d'ouvrage et destinées au raccordement des équipements suivants :*
- *le NRA ZO de Grez sur Loing*
  - *le NRA ZO de Mauperthuis*
  - *le NRAZO de Mouroux*
  - *le PRM MED de Maincy*
  - *le NRA ZO de la Madeleine sur Loing*
  - *le NRA ZO de Saints (mairie)*
  - *le NRA ZO de Saints (Limosin)*
  - *le NRA ZO de Chailly en Brie*
  - *Le NRA ZO de Crouy sur Ourcq*
  - *Le NRA ZO de May en Multien*
  - *La station hertzienne WiMax de Soisy-Bouy*
  - *Le collège de Forges*
  - *L'internat d'excellence de Sourduin (y compris adduction interne de l'établissement)*
  - *Le collège de Crouy-sur-Ourcq (y compris adduction interne de l'établissement)*
- d) *Souscription par Sem@for77 de l'offre PRM MED auprès de France Télécom-Orange pour le PRM MED de Maincy*
- e) *Extension et Fibrage des zones d'activité et ouverture à la commercialisation en THD zone*
- *ZA Arlington Business Park à Bailly-Romainvilliers*
  - *ZI de la Croix Blanche à Brie-Comte-Robert*
  - *ZI de la Haie Passart à Brie-Comte-Robert*
  - *PA de Tuboeuf à Brie-Comte-Robert*
  - *ZA Gustave Eiffel à Bussy-St-Georges*
  - *ZA du Val Bréon à Châtres*
  - *ZA l'Orée de la Forêt à Chevry-Cossigny*
  - *ZI ancienne à Chevry-Cossigny*
  - *Zone artisanale de Chevry-Cossigny*
  - *ETI de Champagne à Champagne-sur-Seine*
  - *ZA Les Portes de la Forêt à Collégien*
  - *ZA Parisud à Combs-la-Ville*
  - *PA de la Feuchère à Compans*
  - *ZA du Parc à Compans*
  - *ZA ParisEst à Croissy-Beaubourg*
  - *PA de la Prairie à Coulommiers*
  - *ZI de Coulommiers*
  - *ZA Polyparc à Emerainville*

- *ZA Effel à Gretz-Armainvilliers*
- *ZAC de La-Chapelle-la-Reine*
- *ZA de la Place du Gué au Mesnil-Amelot*
- *PA du Levant à Lieusaint*
- *ZI des Carreaux à Lizy-sur-Ourcq*
- *ZI de la prairie de Bray à Lizy-sur-Ourcq*
- *ZI Nord à Meaux*
- *ZI les Platanes à Meaux*
- *ZA de Mitry-Mory*
- *ZA de la Vilette à Mitry-Mory*
- *ZA de Chanteloup à Moissy-Cramayel*
- *ZA de Moissy-Cramayel*
- *ZI de Moissy-Cramayel*
- *Z.A.E.C. à Mormant*
- *Z.A de la Barogne à Moussy-le-Neuf*
- *ZA du Rocher Vert à Nemours*
- *P.A de la gare à Ozoir-la-Ferrière*
- *Z.I. Nord à Ozoir-la-Ferrière*
- *ZA de la Pyramide à Ozoir-la-Ferrière*
- *ZA de Poincy*
- *ZI DE Champenoist à Provins*
- *P.A. des 2 rivières à Provins*
- *Z.A.E. de la gare à Provins*
- *Z.A. des Bordes à Provins*
- *ZA la Bonne Rencontre à Quincy-Voisins*
- *ZA de Villaroche à Réau*
- *ZA du 05 septembre à Saint-Soupplets*
- *ZA de Sauvoy à Saint-Soupplets*
- *ZA de l'Esplanade à Saint-Thibault-les-Vignes*
- *PA de Savigny-le-Temple*
- *Z.I. du Hainault à Sept-Sorts*
- *Z.A.C. du bourg à Serris*
- *Z.A.C. du Prieuré à Serris*
- *Z.I. du Closeau à Tournan-en-Brie*
- *Z.I. Effel à Tournan-en-Brie*
- *PA de Vert-Saint-Denis*
- *ZA le petit rocher Vulaines-sur-Seine*

Les dossiers pour l'élaboration de la labellisation nationale ZA THD seront réalisés par Sem@for77. Par contre, il est à la charge des collectivités de les déposer et d'en assurer les frais d'inscription.

Ces Extensions, Raccordements et fibrages seront réalisés par le Délégué sous sa maîtrise d'ouvrage, à l'exception des sites dont le génie civil aura été construit par le Département. L'ensemble de ces Extensions, Raccordements et fibrages constituent des Biens de retours tels que définis à l'article 1.4.6.1 de la Convention et pour lesquels le Délégué s'engage à les reprendre au terme normal de la Convention de concessions en contre partie du versement par le Délégué d'une indemnité au Délégué comprenant :

- la part non amortie de ces biens de retour, correspondant à la différence entre le montant des investissements relatifs aux Extensions, Raccordements et fibrages réalisés par le Délégués et listés dans le présent article et le montant des amortissements correspondants aux règles habituelles de la Convention de Concession, actualisés au taux annuel de rendement interne (TRI) du projet de la date de réalisation de l'investissement à la date de remise des biens.

- le montant du reversement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) auquel le délégataire sera soumis dans le cadre des dispositions de l'article 207-3 de l'annexe 2 du code général des impôts.

En cas de résiliation anticipée, le Délégué sera indemnisé en contre partie de la remise de ces Extensions, Raccordements et fibrages réalisés par le délégataire dans les conditions définies à l'article 1.8.3.4 et 1.8.3.5, sur la base des tableaux d'amortissements type de la Convention de concession (annexe X du contrat de DSP) actualisé au taux de rendement interne (TRI) du projet de la date de réalisation de l'investissements à la date de remise des biens.

La réalisation doit être terminée pour 95% des sites avant le 31 décembre 2012 sous réserve de l'obtention des autorisations administratives nécessaires. »

ARTICLE 3 : Modification de l'article 5 3 2 de la Convention de concession « Nature des Services fournis aux Usagers du Réseau local de communications électroniques dans le cadre de la Convention »

L'article 5.3.2 de la convention est complété par ce qui suit :

Le catalogue des Services est complété des trois nouveaux services suivants :

- **Service de desserte FTTH** : ce service consiste en la mise à disposition d'Usagers Opérateurs, sous forme de location mensuelle ou de Droit Irrévocable d'Usage (IRU), d'une fibre, destinée à la fourniture d'un service de type grand public.

- **Service de raccordement des PRM MED** : ce service consiste en la mise à disposition d'Usagers Opérateurs, sous forme de location annuelle ou de Droit Irrévocable d'Usage (IRU), de 12 fibres optiques

- **Service de desserte NRAZO** : ce service consiste en la mise à disposition d'Usagers Opérateurs, sous forme de location annuelle ou de Droit Irrévocable d'Usage (IRU), d'une paire de fibre optique et de la maintenance du NRA ZO.

ARTICLE 4: Dispositions non modifiées

Les dispositions de la Convention de concession, non expressément modifiées par le présent Avenant, demeurent inchangées.

ARTICLE 5 : Date d'effet

Le présent Avenant entre en vigueur à compter de sa notification au Déléataire par le Département, après accomplissement des formalités de transmission en Préfecture, conformément à l'article L. 1411-9 du Code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 6: Annexes

Sont annexés au présent Avenant et en font partie intégrante :

- Annexe 1 : Modification de l'annexe II de la convention de concession
- Annexe 2 : Catalogue de service et offre tarifaire pour le PRM MED, Service de desserte NRAZO et Grille tarifaire du réseau expérimental FTTH.

Fait à MELUN, le .....

En deux exemplaires originaux

Pour le Département de SEINE-ET-MARNE

Pour SEM@FOR 77

Le Président,
Monsieur Vincent ÉBLÉ

Monsieur Jean-Michel SOULIER